

# **ÉDUCATION**

## **ÉTAT DE SITUATION (Synthèse)**

**NOVEMBRE 1999**

## 1.0 LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le contexte socio-économique d'une région a des conséquences directes sur l'organisation et la performance du système d'éducation de cette même région. D'où l'importance de rappeler certaines données comme toile de fond au portrait de l'état de situation de l'éducation en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

En 1997, la région Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine comptait 107 005 habitants répartis sur un immense territoire et représentant seulement 1,4 % de la population totale du Québec. L'économie occupe surtout des travailleurs saisonniers oeuvrant principalement dans la transformation primaire des ressources naturelles et dans l'industrie touristique. La population est peu scolarisée : le recensement de 1998 montre que 28,5 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont moins de neuf ans de scolarité, ce qui les classe parmi les analphabètes, comparativement à 18,1 % dans l'ensemble du Québec. C'est sur le territoire de la Commission scolaire des Îles que l'on retrouve le plus haut taux de gens peu scolarisés, soit 32,9 %, suivi du territoire de la Commission scolaire des Chic-Chocs (M.R.C. Denis-Riverin, M.R.C. La Côte-de-Gaspé) avec 29,3 %; le territoire de la Commission scolaire René-Lévesque (M.R.C. Rocher-Percé, M.R.C. Bonaventure et M.R.C. Avignon) en compte 26,9 %.

Les Gaspésiens et les Madelinots forment une population peu active sur le marché du travail. Le taux d'activités d'une population réfère à la portion de population qui occupe un emploi ou qui est considérée en chômage. Au mois de septembre 1999, le taux d'activités de la région était le plus bas au Québec, soit 52,5 % comparativement à 63,8 % pour l'ensemble du Québec. De plus, au mois de juin dernier, 8 102 ménages étaient bénéficiaires de la sécurité du revenu. Le revenu personnel moyen par habitant, en 1998, était estimé à 17 327 \$ dans la région contre 21 992 \$ pour l'ensemble du Québec. Enfin, entre 1976 et 1996, la population de la région connaissait un déclin de 8,2 % alors que la population du Québec augmentait de 14,5 % durant la même période.

En mai 1999, le ministère de l'Éducation du Québec (M.E.Q.) rendait public les résultats de l'application, à l'ensemble du Québec, d'un indicateur développé par le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, l'*Indice socioéconomique*. Cet outil permet de déceler les unités de peuplement où on retrouve des familles quasi pauvres, c'est-à-dire celles qui ont un revenu un peu plus élevé que ce qui est généralement reconnu comme un faible revenu. Le document du M.E.Q. est connu dans le langage populaire comme étant la «carte de la pauvreté». C'est un outil qui va guider le M.E.Q. pour l'allocation de ressources monétaires spéciales aux commissions scolaires et destinées à vaincre les effets de la pauvreté. Pour ceux qui connaissent les faits décrits dans les paragraphes précédents, il apparaît étonnant d'apprendre que la région de la Gaspésie ne recèle que trois unités de peuplement où vivent des familles quasi pauvres : deux sur le territoire de la Commission scolaire des Chic-Chocs, une seule sur le territoire de la Commission scolaire René-Lévesque et aucune aux Îles-de-la-Madeleine. Il faut ajouter que l'étude du M.E.Q. ne prend en considération que les familles qui comptent un ou des enfants de moins de 18 ans.

## 2.0 L'ÉDUCATION PRIMAIRE ET SECONDAIRE : UN PORTRAIT ÉVOLUTIF 1995-1996 - 1999-2000

Un fait, entre autres, domine le portrait du secteur de l'éducation primaire et secondaire sur notre territoire depuis cinq ans. Il s'agit de la décroissance de la clientèle scolaire dont les effets se sont ajoutés aux coupures effectuées par le ministère de l'Éducation durant la même période.

Trois (3) commissions scolaires francophones desservent la région 11. La Commission scolaire des Îles (M.R.C. des Îles), la Commission scolaire des Chic-Chocs (M.R.C. Denis-Riverin, M.R.C. La Côte-de-Gaspé) et la Commission scolaire René-Lévesque (M.R.C. Rocher-Percé, M.R.C. Bonaventure, M.R.C.

Avignon). Elles administrent 79 établissements scolaires dont 46 écoles primaires, 9 écoles secondaires, 6 écoles primaires-secondaires, 10 centres d'éducation des adultes et 8 centres de formation professionnelle. Le portrait ne tient pas compte de la Commission scolaire anglophone Eastern Shores, dont les frontières débordent la région 11.

## **2.1 Éducation des adultes et formation professionnelle**

La formation générale aux adultes est offerte dans toutes les M.R.C. de la région. Le calcul du nombre d'élèves est relativement complexe dû au fait que la formation requise varie en longueur selon les besoins de chaque individu. Pour les fins de la présente étude, nous avons retenu le nombre d'élèves dont les études ont été sanctionnées par le ministère de l'Éducation converti en équivalent temps plein. Le nombre des élèves équivalents temps plein à l'éducation des adultes a diminué dans les trois commissions scolaires passant, pour la région, de 1 036 en 1995-1996 à 627 en 1999-2000, une diminution de près de 40 % en cinq ans.

Le portrait est un peu différent en formation professionnelle. Le calcul du nombre d'élèves suit un modèle semblable à celui qu'on utilise à l'éducation des adultes. Au cours des cinq dernières années, la clientèle a augmenté de 15,8 %, passant de 464,68 équivalents temps plein en 1995-1996 à 538 en 1999-2000. L'augmentation s'explique en bonne partie par une légère amélioration de l'offre de services, notamment à la Commission scolaire des Chic-Chocs dont les options en formation professionnelle étaient peu fréquentées il y a cinq ans. Par contre, on enregistre une légère décroissance à la Commission scolaire René-Lévesque où l'offre de services était déjà plus grande il y a cinq ans. Depuis deux ans, il n'y a eu aucune inscription au centre de formation professionnelle de Sainte-Anne-des-Monts.

Le développement régional repose en bonne part sur les services éducatifs offerts dans la région. Une formation adéquate de la main-d'œuvre est un incontournable pour assurer un développement stable des entreprises. Il faut, en particulier, augmenter et diversifier l'offre de services en formation professionnelle et technique sur l'ensemble du territoire pour contrer l'exode des jeunes; quand ceux-ci vont se former à l'extérieur de la région, la très grande majorité ne revient pas en région. Après trois années de tentatives faites en concertation par les organismes d'éducation et leurs partenaires en région, devant le peu de résultats obtenus, le dossier a été confié récemment à la commission sectorielle « Éducation » du C.R.C.D. dans l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats.

## **2.2 Éducation primaire et secondaire**

La décroissance de la clientèle scolaire est particulièrement importante au secteur jeunes; elle s'est même accélérée au cours des deux dernières années. La Commission scolaire des Îles a perdu 170 élèves en cinq ans, soit 7,8 % de ses effectifs. Elle a perdu 110 élèves au cours des deux dernières années, soit 5,2 % de ses effectifs. La Commission scolaire des Chic-Chocs comptait 5 608 élèves il y a cinq ans; elle n'en compte plus que 4 638, une perte de 970 élèves, soit 17,3 % de ses effectifs. Au cours des deux dernières années, elle a perdu 569 élèves, soit 10,9 % de ses effectifs. Au cours des cinq dernières années, la Commission scolaire René-Lévesque a vu le nombre de ses élèves passer de 8 235 à 7 217, soit une diminution de 1 018 élèves ou 12,3 % de ses effectifs. Elle a perdu 810 élèves au cours des deux dernières années, soit 10,1 % de ses effectifs. La décroissance, loin de diminuer, va plutôt en s'accroissant à un rythme inquiétant.

La diminution du nombre d'élèves se traduit directement par une diminution du budget des trois commissions scolaires de la région. Il n'est pas possible de connaître le montant exact de la perte au cours des cinq dernières années car certaines données sont manquantes pour une commission scolaire. Cependant, on peut évaluer le manque de revenus à environ 20 M\$ depuis cinq ans; il s'élève à 4 723 229 \$ pour les deux dernières années. La diminution des budgets due à la décroissance s'ajoute aux compressions budgétaires imposées à tout le réseau public.

La diminution des budgets s'est aussi traduite par une diminution importante du nombre d'employés, enseignants, professionnels, cadres, et employés de soutien. Une douzaine d'écoles ont dû être fermées en dix ans. Les services aux élèves ont eux aussi diminué, surtout les services complémentaires tels l'orientation scolaire, l'orthopédagogie, la psychologie, la psychoéducation et les services de pastorale. Les classes multiprogrammes sont devenues monnaie courante quelle que soit la taille des écoles. Le tout se reflète dans un taux de diplomation qui est nettement plus bas dans notre région que pour l'ensemble du Québec. L'écart entre le taux de diplomation des garçons et celui des filles avoisine le 20 % pour la région comparativement à 13,7 % pour l'ensemble du Québec.

La transformation administrative du réseau de l'éducation au 1<sup>er</sup> juillet 1998 a représenté un défi majeur que les commissions scolaires ont su relever avec succès. De plus, les conseils d'établissement, sur lesquels siègent aussi des membres de la communauté, commencent à exercer le rôle qui leur a été dévolu. Le principal défi que le monde de l'éducation doit maintenant relever est la réforme du curriculum. C'est une transformation majeure de l'organisation de l'enseignement au primaire et au secondaire. Désormais, l'enseignement sera organisé par cycles au lieu de l'être par années. Il y aura trois cycles au primaire et deux au secondaire. Les matières au programme seront entièrement révisées et des approches pédagogiques permettant un meilleur apprentissage par tous les élèves seront instaurées. Le défi sera plus difficile à relever dans les régions connaissant une forte décroissance, comme c'est le cas chez nous. Les commissions scolaires ne pourront pas engager de nouveaux enseignants en nombre suffisant pour renouveler les effectifs enseignants à un rythme qui faciliterait la mise en place du nouveau curriculum. Sans vouloir dévaloriser les enseignants plus âgés, tout le monde comprend qu'il est plus facile de changer un comportement nouvellement acquis qu'un comportement pratiqué depuis longtemps.

### **3.0 LA FORMATION COLLÉGIALE EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

Le Cégep de la Gaspésie et des Îles inscrit son activité de formation dans l'environnement socio-économique déjà décrit plus haut. En matière de formation collégiale, le Cégep de la Gaspésie et des Îles a pour mission de desservir la majeure partie de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine; outre l'enseignement régulier, il accomplit cette tâche en offrant à la population et aux entreprises un éventail élargi de moyens comme la formation continue, l'éducation des adultes, les attestations d'études collégiales ou la formation sur mesure. Il comporte quatre composantes : le siège social et le campus principal du Cégep à Gaspé, les centres d'études collégiales de Carleton et des Îles, et le Centre spécialisé des pêches à Grande-Rivière.

Grâce à ses quatre composantes réparties sur l'ensemble du territoire régional, le Cégep de la Gaspésie et des Îles est en mesure d'offrir un enseignement collégial régulier à la majorité de la clientèle des finissants des écoles secondaires de la région et ce, à une distance raisonnable pour tous. Le Cégep offre quatre programmes de formation préuniversitaire, et quinze programmes de formation technique. Le Centre spécialisé des pêches de Grande-Rivière offre de l'enseignement de niveau collégial et de niveau secondaire. Le Cégep dispense également des programmes complets en anglais à environ 150 élèves anglophones.

Le Cégep de Rimouski ainsi que le Cégep de Matane interviennent aussi ponctuellement sur la portion ouest du territoire gaspésien; ce dernier collège opère un Centre d'éducation des adultes à Sainte-Anne-des-Monts et reçoit la majeure partie des élèves de la M.R.C. Denis-Riverin.

L'enseignement aux adultes est offert sur l'ensemble du territoire dans les quatre composantes du Cégep. Depuis quelques années, les services du collège offrent aussi des cours dans différents milieux (formation sur mesure en entreprises ou à des petits groupes). La formation professionnelle à plein

temps est offerte aux adultes dans dix-huit programmes; la formation technique à temps partiel est offerte dans onze programmes tandis que la formation sur mesure est disponible dans plus d'une vingtaine de disciplines. Ce dernier type de formation est le plus fortement en demande présentement.

Le Cégep de la Gaspésie et des Îles met à la disposition de ses élèves un gamme variée de services : une résidence pour étudiants et un pavillon des sports avec piscine à Gaspé et, dans ses différentes composantes, des ressources documentaires complètes : bibliothèque, audio-vidéothèque, logithèque, de même que des laboratoires informatiques permettant l'accès au réseau Internet et au courrier électronique.

Des activités de recherche et de développement sont régulièrement menées au Cégep, particulièrement dans le champ de l'innovation pédagogique et du développement des programmes. Le Centre spécialisé des pêches offre au milieu des pêches maritimes du Québec des services de recherche appliquée, de consultation technique, d'information et d'animation dans le domaine des pêches. Compte tenu de la problématique reliée à l'évolution démographique de la région, le Cégep de la Gaspésie et des Îles a entrepris des démarches pour se repositionner tant sous l'angle de son offre de services que par la place qu'il entend se tailler sur le marché « élargi » de la formation.

#### **4.0 LA FORMATION UNIVERSITAIRE EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

Aucune université n'a son siège social sur le territoire de la Gaspésie et des Îles. Cependant plusieurs universités y interviennent. L'université du Québec à Rimouski (U.Q.A.R.) est celle qui offre le plus d'activités de formation. Par son réseau de bureaux régionaux situés à Gaspé, Carleton et à Matane, l'U.Q.A.R. rend les études universitaires accessibles sur l'ensemble de la région 11 et contribue ainsi à son développement par ses activités de formation et de recherche. Le bureau de Matane dessert la population de la M.R.C. Denis-Riverin.

Au cours de l'hiver 1999, près de trois cents étudiants se sont inscrits dans les onze programmes qui ont été offerts à différents sites de la région 11; trois de ces programmes sont de niveau des études avancées (maîtrise ou diplôme d'études supérieures spécialisées).

Depuis le début de la décentralisation des programmes au cours des années soixante-dix, près de dix-huit cents personnes ont obtenu un des différents diplômes de l'U.Q.A.R. Ces chiffres ne font pas état de ceux et de celles qui n'ont pas complété leur programme ou qui n'ont suivi que quelques cours, afin de parer à un besoin ponctuel de formation.

En plus d'offrir à temps partiel de nouveaux programmes bâtis en fonction de besoins continus précis, l'U.Q.A.R. entend expérimenter, en partenariat avec le Cégep de la Gaspésie et des Îles, l'offre d'une première année de baccalauréat à temps complet à Gaspé. Parallèlement, l'U.Q.A.R. désire participer au développement de l'expertise des organisations de la région.

Récemment, suite aux demandes pressantes du Ralliement gaspésien et madelinot, l'U.Q.A.R. veut développer une gamme de programmes et de services adaptés aux réalités gaspésiennes et madeliniennes; l'université souhaite trouver en la commission sectorielle « Éducation », un partenaire régional majeur pour renforcer sa présence en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine et induire des actions porteuses de croissance en matière de formation et de recherche et développement. Le financement de telles activités en région pose un défi important : la petite taille des groupes que l'on réussit à mettre sur pied ne facilite pas la tâche.

## 5.0 ENJEUX SECTORIELS

En 1993, la commission sectorielle « ÉDUCATION ET MAIN-D'ŒUVRE » résumait la situation du secteur de l'éducation et de la main-d'œuvre en ces termes :

« Il est malheureux de constater qu'en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, plusieurs jeunes quittent la région pour des raisons d'études ou de recherche d'emploi et que la plupart d'entre eux ne reviennent jamais. Cette situation débouche sur une perte d'une partie de la relève et conséquemment sur la perte du dynamisme économique de la région. Ceux qui restent et qui voudraient parfaire leur formation ou se recycler dans le cadre des programmes de main-d'œuvre existants, se heurtent fréquemment à des normes administratives non adaptées aux particularités de la région.

Le bas niveau de scolarisation d'une partie de la population, le vieillissement de celle-ci, le décrochage scolaire, le manque d'esprit entrepreneurial de la population en général (...) ont également des effets sur le développement socio-économique de la région.

Dans un contexte de mondialisation des marchés et de transfert technologique où l'on prône la qualité totale dans toutes les composantes d'une entreprise, le besoin en formation, en spécialisation et en développement de la main-d'œuvre, devient plus qu'important, c'est une condition sine qua non à la réponse de la région à ces changements. »

Cette analyse demeure très actuelle et les faits relatés à l'intérieur de ces quelques lignes constituent des enjeux importants pour le monde de l'éducation, enjeux qui influenceront assurément les actions qu'elle posera dans les années à venir.

Les enjeux identifiés par la commission sectorielle sont donc les suivants :

- **L'éducation doit avoir les moyens de jouer pleinement son rôle dans cette société du savoir en évolution, entre autres par l'ajustement des règles du ministère de l'Éducation aux réalités régionales ;**
- **Passer d'un réseau scolaire à un réseau d'apprentissage par la création de liens intersectoriels étroits et ce, pour mieux répondre aux besoins de la population ;**
- **Dans une perspective de compétitivité, contribuer au développement des qualifications de la main-d'œuvre régionale.**